

RELIGIONS

L'Uni de Genève organise un colloque mettant en lumière les controverses de la mystique. PAGE 13

ANALYSE

60% des Japonaises mettent fin à leur carrière lorsqu'elles deviennent mères. PAGE 14

leMag

A Lausanne, la Collection de l'Art Brut fête ses 40 ans. Etat des lieux. PAGE 15



Le quartier pauvre de Playa Rica à Villavicencio peine à remplir les nouvelles exigences de l'Etat pour être autorisé à fournir de l'eau à sa population. Ricardo Alvarez (sur la photo devant l'aqueduc), président du Conseil communal local, souhaite que les pouvoirs publics le soutiennent, plutôt que d'envisager une expropriation qui pourrait bénéficier à des firmes privées

CKR

# Les aqueducs populaires font de la résistance

COLOMBIE • La privatisation de l'eau empiète sur les «aqueducs communautaires» en Colombie, menaçant le droit au précieux liquide.

CHRISTOPHE KOESSLER,  
DE RETOUR DE COLOMBIE

Le chant des cigales couvre presque nos paroles sous le climat torride des Llanos, au centre de la Colombie. En remontant à pied le Caño Grande dans la périphérie de la ville de Villavicencio, Ricardo Alvarez raconte comment sa communauté s'approvisionne en eau: «Nous avons construit par nos propres moyens un aqueduc prenant sa source plus haut sur la rivière. L'eau n'est pas potable mais elle permet d'approvisionner directement, via une modeste cotisation, nos quelque 800 maisons», explique le président du Conseil d'action communal de Playa Rica, ce quartier pauvre de la capitale du Département du Meta.

Une initiative qui est loin d'être isolée en Colombie: face à l'absence de service public en matière d'approvisionnement du précieux liquide dans une très grande partie du pays, les habitants s'organisent eux-mêmes. Aujourd'hui, plus de 12000 «aqueducs communautaires», autogérés par leurs usagers, permettent aux communautés locales colombiennes de se débrouiller presque sans aide extérieure.

A eux seuls, ils fournissent en eau 40% des habitants des campagnes, et 20% de ceux de certaines villes, comme Villavicencio, Pereira et Ibagué.

## Partenariats pour le profit

Mais depuis le milieu des années 1990, l'Etat essaie d'en récupérer un certain nombre, en particulier dans le cadre de «partenariats publics-privés» encouragés par les institutions financières internationales, lesquelles président à l'entrée en scène d'entre-

prises privées, dont des multinationales européennes. Pour la communauté de Playa Rica, comme pour un nombre croissant d'autres à travers tout le pays, il n'en est pas question: «La municipalité veut s'emparer de nos installations sans indemnités dans le but de commercialiser l'eau de la rivière. Nous nous opposons à cette privatisation rampante», tonne Ricardo Alvarez.

Les trois ou quatre précédents où les pouvoirs publics ont saisi les aqueducs communautaires dans le Département du Meta ont plutôt alarmé les riverains: les prix ont explosé, de trois à cinq fois le prix initial selon les ONG locales, car le service communautaire est particulièrement bon marché.

A l'échelle nationale, les tarifs des services de l'eau ont augmenté de 20 à 30% en termes nominaux depuis que l'Etat s'est associé avec des entreprises à but lucratif, selon l'association colombienne de défense de l'environnement Ecofondo (lire en page 12).

## De nouvelles exigences

L'Etat utiliserait différentes stratégies pour s'approprier les infrastructures communautaires. L'une d'entre elles: l'imposition de nouvelles exigences difficiles à remplir dans ces zones défavorisées. «L'autorité départementale nous demande par exemple de planter 1000 arbres par année (comme mesure d'accompagnement environnemental) et de mandater une entreprise spécialisée pour mesurer le débit de la rivière. Or, les cotisations des usagers que nous récoltons tous les mois suffisent à peine à couvrir les frais de la maintenance de l'aqueduc; nous ne pouvons pas nous permettre de telles dépenses.»

Pourtant, si ces conditions ne sont pas remplies, l'autorité menace de ne plus octroyer la licence d'exploitation. «C'est ce qu'ils veulent, et l'attribuer à l'entreprise municipale associée à des privés», soupire le conseiller de Playa Rica. «Si l'Etat voulait vraiment améliorer le service, il pourrait nous aider à réunir 200 millions de pesos (65000 francs suisses) pour construire une station de traitement afin de rendre notre eau propre à la consommation.»

Autre tactique pour s'emparer des aqueducs: coopter certains dirigeants des communautés en leur faisant miroiter une participation financière personnelle au capital de la nouvelle entreprise. C'est le scénario choisi à Porfía, le quartier qui abrite l'un des plus grands aqueducs communautaires de Villavicencio, alimentant plus de 30000 personnes en eau potable.

«Les cinq présidents du Conseil d'action communale veulent faire main basse sur les installations grâce à une entreprise privée qu'ils ont créée, Abascos, qui détiendra 25% du capital. L'autorité environnementale s'est positionnée de leur côté», déplore Ana Rosa Trujillo. Cette dernière a été élue à la tête du nouveau Conseil mais les présidents sortants refusent de céder la place et contestent les élections.

## Obligés à l'exemplarité

«Cette affaire a généré d'énormes conflits dans le quartier. Cela me rend très triste que tout ce que nous avons investi pour créer ce patrimoine commun risque d'être accaparé par quelques individus qui n'y ont même pas contribué», soupire le responsable. ●●●

## DEUX MILLIONS DE SIGNATURES POUR LE DROIT À L'EAU

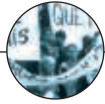
Les défenseurs de l'environnement et des droits des communautés ne sont pas restés les bras croisés face au rouleau compresseur néolibéral. Entre 2007 et 2008, ils ont pris leur bâton de pèlerin et ont parcouru toute la Colombie dans le but de réunir des signatures en vue de convoquer un référendum national sur le droit à l'eau et la gestion commune de ce bien public. Résultat: deux millions de signatures réunies en un temps record.

Le texte proposé au vote populaire prévoyait la reconnaissance de l'eau potable comme droit fondamental, la fourniture d'une quantité minimale gratuite, la protection des écosystèmes essentiels au cycle de l'eau et la gestion publique, étatique et communautaire, du service de fourniture et de traitement des eaux usées. Qualifié d'«utopique», le projet a d'abord été dénaturé de sa substance au parlement par de nombreux amendements avant de se perdre dans les méandres procéduriers de la chambre basse en 2009. Tant et si bien que le plénum ne s'est finalement jamais prononcé sur le fond.

Mais les associations ne désarment pas pour autant. Une loi spéciale sur le droit à l'eau est en préparation au sein de la société civile, sans doute dans l'espoir d'un changement politique en Colombie dans la foulée d'un accord de paix, toujours en négociation à la Havane, que les ONG appellent de leurs vœux. Une audience publique, réunissant de nombreux représentants de la société civile et quelques élus, a eu lieu au congrès national en mars dernier, pour porter à nouveau les revendications de la société civile dans l'arène politique. Ce nouveau projet de loi vise en priorité à protéger les aqueducs communautaires des appétits commerciaux des entreprises. «Par leur nature, il ne peuvent être régis par l'actuelle législation prévue pour garantir le profit. Un régime spécial est nécessaire pour permettre la gestion publique, participative et communautaire de l'eau», explique depuis la ville de Medellín Javier Marquez, membre de la direction de l'ONG Ecofondo. De surcroît, les contributions des aqueducs communautaires vont bien au-delà de la fourniture du précieux liquide, que ce soit en termes de cohésion sociale, de gestion de l'environnement ou d'échanges culturels, indique le spécialiste. «Il s'agit d'un métabolisme social qui nous rappelle la relation inséparable entre les groupes sociaux et leur environnement», ajoute Diego Martinez, de Censat Agua Viva.

CKR





••• Du côté de Ceiba, un autre quartier du centre de Villavencio, on tire les leçons de cette affaire: «Il ne faut pas donner prise à ces tentatives de privatisation. Ne pas se prêter au jeu du 'diviser pour mieux régner', mais aussi être exemplaire dans la gestion de l'eau», estime Florinda Castañedo Gutierrez, qui a repris d'une main de fer la direction de l'aqueduc de Ceiba

depuis quelques années. Ici, une pompe puise l'or bleu à 150 mètres sous la terre pour desservir 650 foyers. «Ce qui nous manque souvent c'est une expertise professionnelle qui nous permette de mieux défendre nos intérêts. L'ex-direction a laissé les pouvoirs publics prélever une taxe sur nos égouts, alors que non seulement nous les avons construits

nous-mêmes sans aide extérieure, mais la municipalité utilise aussi nos installations pour écouluer les eaux usées d'autres quartiers. C'est elle qui devrait nous rémunérer.»

Comme ailleurs en Colombie, l'aqueduc de Ceiba nécessite de nouveaux investissements, mais l'Etat ne verse pas un sou: «Nous cherchons 60 millions de pesos (environ

20 000 francs suisses) pour que les usagers puissent avoir accès à l'eau 24 heures sur 24. Aujourd'hui, les robinets ne coulent qu'une heure trente par jour; les habitants doivent remplir des réservoirs», explique Florinda Castañedo Gutierrez.

#### Serrer les rangs

Paradoxalement, l'offensive néolibérale menant à la privati-

sation de l'eau en Colombie pourrait donc entraîner un effet positif sur les aqueducs communautaires qui parviennent à résister: elle les obligera à une meilleure gestion, à serrer les rangs, et à prélever plus systématiquement les cotisations des usagers (généralement l'équivalent de 2 à 6 francs suisses par mois) afin de réaliser les nouveaux investis-

sements nécessaires (aujourd'hui, il n'est pas rare que plus de la moitié des habitants ne contribuent pas au pot commun). En attendant que les pouvoirs publics se décident à enfin adopter une politique responsable de manière à garantir que le droit à l'eau – pourtant reconnu par les institutions colombiennes – ne soit plus un vain mot. I

## La marchandisation, de la théorie à la pratique

Dans de nombreux pays, du chemin a été fait depuis la Conférence internationale sur l'eau et le développement de 1992 qui a lancé la course mondiale à la marchandisation de l'eau. En Colombie, pas moins de 20% de toutes les infrastructures de gestion de l'or bleu sont passées en mains privées de 1994 à 2008, relève l'association Ecofondo dans un rapport. Et jusqu'à 70% dans les plus grandes villes du pays.

Une politique présentée par le gouvernement comme le seul moyen de développer les installations afin d'améliorer le service et de fournir l'eau courante à l'ensemble des ménages. Pourtant, note Ecofondo, la couverture du réseau d'eau à domicile n'a augmenté que de 7% en quinze ans, alors qu'entre 1964 et 1993, les progrès ont été supérieurs.

Pendant ce temps, en raison de l'augmentation générale des prix de l'eau – passant d'un montant fixé par l'Etat à un prix de revient –, le nombre des usagers qui ont été déconnectés du réseau, car insolubles, a explosé, passant à plus de 400 000 dans les grandes villes. D'autant que les subsides versés aux ménages pour leur approvisionnement en eau ont fortement baissé au début des années 1990.

Ainsi, en 2009 (aucun chiffre plus récent n'est disponible), 14,4 millions de Colombiens (soit près d'un tiers de la population) se trouvaient dans une situation de risque moyen à élevé de pénurie d'eau, notait le Défenseur du peuple, l'ombudsman colombien.

Pour un négoce privé financé à taux hautement préférentiels par des institutions comme la Banque mondiale, le Fonds monétaire international et la Banque interaméricaine de développement, le résultat s'avère «catastrophique», estime Ecofondo, alors qu'il permet à des entreprises de dégager des profits confortables.

Le gouvernement a lui-même dû reconnaître le fiasco de son premier



La sécheresse que connaît la Colombie depuis le début de l'année restreint fortement l'accès à l'eau. Près d'un tiers des habitants du pays se trouvent en situation de risque moyen à élevé de pénurie tout au long de l'année. Ici, le lac Calima, dans le Département du Valle del Cauca, en février. Méconnaissable. KEYSTONE

programme basé sur les partenariats publics-privés, souligne Diego Martínez, dans un autre rapport de l'ONG Censat Agua Viva: «En 2011, le ministre en charge du dossier a annoncé l'échec des Plans départementaux de l'eau en raison de la bureaucratization des entités territoriales.» Un paradoxe quand on sait que l'arrivée du secteur privé capitaliste devait justement alléger les «lourdeurs» administratives. Détournements de fonds, corruption et constructions d'infrastructures sans utilité quelconque (les éléphants blancs) se sont au contraire généralisés.

«Cela n'a pourtant pas amené le nouveau gouvernement du président Juan Manuel Santos à changer de cap, selon l'expert de Censat Agua Viva: «Les Plans départementaux de seconde génération sont organisés selon les mêmes prémisses, comptant pour un grand part sur les opérateurs privés pour les mettre en œuvre.»

Du nouveau toutefois: l'aide publique au développement entre désormais en jeu, la coopération espagnole surtout. Celle-ci a créé le Fonds de coopération pour l'eau et le traitement des eaux usées (le Fonds de l'eau). Mais cette générosité ne serait pas dénuée d'arrière-pensées: «Selon l'enquête du journal *El Confidencial*, les entreprises espagnoles sont chargées de tous les travaux financés par le Fonds de l'eau», indique Diego Andrés Martínez Zambrano.

Et là aussi les résultats laisseraient à désirer: «L'exemple du quartier Nelson Mandela à Carthagène des Indes est emblématique. Le Fonds espagnol a financé des travaux de fourniture d'eau et d'égouts réalisés par l'entreprise Aguas de Barcelona, filiale du groupe français Suez, critiquée d'une part pour approvisionner les hôtels de luxe aux dépens des quartiers pauvres. Mais aussi pour avoir triplé les taxes sur les égouts au point que de nombreux ménages s'en sont déconnectés». CKR

## Le partenaire contesté de la DDC

SCHMIDHEINY • La Coopération suisse collabore étroitement avec la Fondation Avina, créée par le magnat de l'amiante Schmidheiny.

A première vue, la Fondation Avina, fondée par le milliardaire suisse Stephan Schmidheiny, et choisie comme partenaire stratégique en Amérique latine par la Coopération suisse au développement (DDC), poursuit des buts identiques à ceux des organisations environnementales et sociales locales: «Avina a pour objectif de favoriser le leadership, la gestion et la technologie auprès des initiatives communautaires en matière d'accès à l'eau et d'œuvrer à leur reconnaissance par les gouvernements, le secteur privé et la coopération internationale», peut-on lire sur le site internet en langue espagnole de la fondation.

Sauf que le Réseau national des aqueducs communautaires de Colombie, qui regroupe plusieurs centaines d'associations chargées de la gestion de l'eau dans le pays, ne l'entend pas de cette oreille: «En Colombie, cette fondation, considérée comme partenaire stratégique par le gouvernement, s'est immiscée dans la construction de la nouvelle politique rurale de l'eau en favorisant la privatisation et l'endettement auprès des institutions financières internationales», déclare le Réseau des aqueducs communautaires dans une déclaration.

Ce réseau, appuyés par plusieurs ONG spécialisées comme Censat Agua Viva et Ecofondo, accuse Avina de «coopter les leaders commu-

nautaires» en vue de faire accepter les programmes du gouvernement. Une stratégie qui a déjà été employée par Avina dans le passé dans d'autres pays latino-américains, précisent les ONG, qui ne se privent pas de rappeler la condamnation devant la justice italienne de M. Schmidheiny à seize ans de prison pour négligence grave ayant conduit à la mort de plusieurs milliers de personnes exposées à l'amiante (actuellement en appel). Et qui indiquent qu'au Chili les autochtones mapuches réclament 120 000 hectares de terres que l'industriel suisse a acheté à bon prix pendant la dictature d'Augusto Pinochet.

La Fondation Avina est donc plutôt perçue auprès de nombreuses organisations sociales colombiennes comme un cheval de Troie des multinationales européennes visant à désamorcer les oppositions locales aux privatisations et créer une légitimité populaire factice aux projets de marchandisation de l'eau.

A tel point que le Réseau des aqueducs a refusé de participer aux Rencontres latino-américaines de gestion communautaire de l'eau, censées regrouper les organisations sociales du continent, car cofinancées par Avina et la Banque interaméricaine de développement,

avec le soutien de la Coopération suisse au développement.

Contactée par téléphone à Bogota, la représentation de la DDC en Colombie tempère: «Avina a arrêté ses activités liées directement à l'eau en 2012 dans ce pays. L'objectif de notre partenariat est de contribuer à la capitalisation et à la dissémination des bonnes pratiques et des leçons apprises dans le cadre du programme d'eau et assainissement rural au Pérou», indique tout d'abord Diana Rojas, responsable du programme de la Coopération suisse en matière d'eau en Colombie. «Quant aux Rencontres latino-américaines, elles visent réellement à renforcer les capacités des organisations locales face à l'Etat et au secteur privé, indépendamment des bailleurs de l'événement», assure-t-elle.

Pourquoi, alors, une telle méfiance de la part d'organisations solides comme le Réseau des aqueducs ou Censat Agua Viva, qui refusent aussi de participer aux plateformes de dialogue nationales avec les autorités co-organisées par la DDC? «Les différents points de vues sont compréhensibles. Je pense toutefois qu'il y a un déficit d'information et de dialogue, répond Diana Rojas. Ces organisations font partie de la ligne la

plus contestataire, d'autres associations communautaires de gestion de l'eau, comme Aquacol et Facoris, acceptent d'entrer en matière avec les institutions publiques, ce qui ne les empêche pas d'avoir parfois des positions critiques», explique Edwin Lasso, coordinateur de projet pour la DDC.

La collaboration de la DDC avec Avina signifie-t-elle que la coopération suisse favorise les partenariats publics-privés, autrement dit l'entrée du capital privé dans la gestion publique et communautaire de l'eau? «Non, en Colombie nous disposons au contraire d'un programme pour fortifier les organisations communautaires. C'est d'ailleurs la façon la plus durable de gérer l'eau, avec en complément un soutien financier de l'Etat», soutient Edwin Lasso.

La Coopération helvétique travaille main dans la main avec le gouvernement colombien dans la mise en œuvre de la nouvelle politique rurale de l'eau, notamment auprès des municipalités, informent les fonctionnaires, qui estiment qu'elle permet aussi aux organisations sociales de tirer leur épingle du jeu. «Il s'agit toutefois d'être prudent face aux intérêts en présence favorables à la marchandisation de ce bien public qu'est l'eau», nuance Diana Rojas. CKR